L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 14 JUILLET 1872.

45me Année—Vol. XLV.

DUPOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
DIMANCHE MATIN, 14 JUILLET.

ÉTRENNES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Guinan, Marks & Co., au No 26 de la rue [illegible] Marchandises sèches, lingerie et [illegible]

[illegible] Bros., du No 16 de la rue de Chartres [illegible] les articles de bonbonnerie, confiserie [illegible]

[illegible] E. Fortier, au No. 12 de la rue des [illegible] Meubles.

Affaires de France.

[illegible] ne pouvons guère compter sur 3[illegible] pour être tous au courant de [illegible] passé en France, les dépêches de [illegible] association de New-York étant in[illegible] contradictoires et surtout in[illegible]. Nous en sommes donc encore [illegible] ce qui concerne une fin de [illegible] traité conclu avec l'Allemagne [illegible] vement de l'indemnité et l'évac[illegible] progressive du territoire fran[illegible].

[illegible] dépêches télégraphiques, l'é[illegible] définitive du territoire fran[illegible] reculée, jusqu'en 1875. Or, le [illegible] du 29 juin, et la *République* [illegible] nous donne les renseignement[illegible] sur les bases du traité projeté [illegible] Allemagne évacuerait les départ[illegible] des Ardennes, de Vosges, de la [illegible] de la Meurthe dans dix-huit [illegible] février 1874, après le versem[illegible] deux milliards. En garantie du [illegible] restant, ils accepteraient des [illegible] garantie par un syndicat de ban[illegible] Paris, Londres, Francfort, Vienne, Turin, Verdun et Belfort, au lieu [illegible] jusqu'en 1875 seraient rem[illegible] France en 1874, sans attendre le [illegible] de ces billets.

[illegible] gouvernement français s'étant fait [illegible] contracter un emprunt de [illegible] plus, il est probable que [illegible] n'est d'en finir le plus vite possible [illegible] indemnité pour assurer la li[illegible] du territoire. En empruntant aussi [illegible] ne peut pas être conclu sur [illegible] comptant et il est probable que [illegible] seront deux ou trois versements, sauf au gou[illegible] à compter, en temps et lieu, [illegible] pour effectuer les paie[illegible] définitivement au traité.

[illegible] en sont des conditions, le trai[illegible] ratifié et le gouvernement [illegible] à contracter l'emprunt nécess[illegible] Assemblée de Versailles s'occupe [illegible] moyens de fournir aux [illegible] ressources nécessaires pour [illegible] nouvelles charges qui résul[illegible] emprunt.

[illegible] encore, le télégraphe est [illegible] et relisant les dépêches des [illegible] nous ne savons réellement [illegible] obtenu un succès ou un [illegible] question de l'impôt relatif aux [illegible] objets. Il semblerait qu'un [illegible] impôt sur les matières pre[illegible] aurait substitué un impôt d'un [illegible] aux taxes sur les ventes de [illegible] de fabricants. Un amende[illegible] contre cet impôt aurait été [illegible] débat entre l'opposition et le [illegible] et serait renouvelé sur un [illegible] sur les portes, les fenêtres [illegible]. La discussion a été assez [illegible] les dépêches et on craignait [illegible] crise.

[illegible] pourquoi le gouverne[illegible] songe pas à augmenter l'impôt [illegible] si excessivement faible en [illegible] il ne rapporte pas 350 millions [illegible] de plus de deux milliards. [illegible] la propriété foncière a consti[illegible] augmenté de valeur, le ca[illegible] est presque immuable et on [illegible] de nouvelles évaluations. [illegible] l'impôt foncier 25, 30 ou [illegible] sans changer le taux même.

[illegible] vous se souvient de l'effet dé[illegible] obtenu, en 1848, par l'impôt des [illegible] et il craint de s'aliéner les [illegible] ment la masse des électeurs [illegible] propriété immobilière. Les [illegible], cependant, ne sont pas les [illegible]. Vingt ans de prosp[illegible] les petits propriétaires [illegible] pourraient supporter [illegible] augmentation d'impôt. [illegible] l'industrie retombe toujours [illegible] ouvriers et elle est condam[illegible] économie politique. Quand [illegible] les portes et fenêtres, c'est [illegible] le sur la propriété qui a [illegible] inégale, injuste et vexatoire. [illegible] fait en vigueur du temps [illegible] premier ministre sous [illegible], et une des faiblesses du [illegible] la république française est [illegible] faillibilité des idées qu'il a [illegible] quarante ans. A ce [illegible] n'était pas le chemins de [illegible] fait une opposition assez [illegible] 1840.

[illegible] Thiers ne craint pas qu'il [illegible] composée de grands propri[illegible], vienne lui proposer [illegible] l'impôt foncier, et il oppose [illegible] un argument irréfutable [illegible] pas moi, dit il, qui ai fait la [illegible] coupe est amère, mais il [illegible] jusqu'à la lie. Si vous ne [illegible] de l'impôt sur les portes et [illegible] tant revenir à l'impôt sur les [illegible] premières."

[illegible] résultat auquel nous nous ad[illegible] de la droite monarchique n'est [illegible] à faire aux besoins de la pa[illegible] aux dépens d'une partie de ses biens [illegible] une partie de la noblesse [illegible] ses titres et de ses parche[illegible].

[illegible] d'Orléans, eux-mêmes, qui [illegible] à la France une centaine de [illegible] domaniaux, aimeraient [illegible] grever l'industrie que de voir [illegible] l'impôt foncier qui pèse sur [illegible] qui est, par principe, anti[illegible], fait passer les nécessités [illegible] avant ses principes, et ré[illegible] nagement M. Thiers. Elle ad[illegible] malédictions qu'a valu à la [illegible] de 1848, l'impôt des 45 cent[illegible] elle ne veut pas compromettre [illegible] de 1872 par une mesure ana[illegible] surtout où les paysans [illegible] la chambre des républicains.

[illegible] les considérations qui gui[illegible] et qui font la force de M. [illegible] aura-t-il encore, très pro[illegible] son de l'opposition, et l'as[illegible] vers la fin du mois [illegible] sans que le *statu quo* [illegible] ait été compromis.

[illegible] monarchique sera ajournée [illegible] tout, toutefois, l'agitation [illegible] dans les conseils géné[illegible] le mois d'août, ne l'ajourne [illegible].

[illegible] DES PRIX.—Les examens [illegible] classique et Commerciale, ru[illegible] dirigée par M. L. A. de Mont[illegible] lieu les 22, 23 et 24 juillet, de [illegible] matin à 7 heures de l'après[illegible] distribution des prix est fixée [illegible] à 7 heures du soir; remerc[illegible] directeur pour l'invitation faite [illegible].

[illegible] ans de tête ou les accès de [illegible] par la refroidissement et [illegible] cette saison, sont facil[illegible] par l'usage des amers de [illegible] WANATA pris avant le repas.

[illegible] ASSESSMENT.—Nos. 101, 102 [illegible] à la colonne des notices spé[illegible] de M. Estella, Wm. Breach [illegible] Sarde. Payable au Bureau de [illegible] Louisianaise d'Assistance et [illegible] Mutuelle et d'Assurance. [illegible] Montant payé depuis Février [illegible].

[illegible] Fruits fraîches. — Fraises [illegible] Orléans, venant d'être [illegible] ment de France par la maison [illegible] Reiss, rue de la Vieille Levée.

[illegible] SUR LE FLEUVE.—Dimanche [illegible] le soleil brillant, à bord [illegible] *France*, partira de son wharf [illegible] Callope, pour une excur[illegible] milles en amont du fleuve. U[illegible] partira de la rue du Canal, sur l[illegible] à 2 heures de l'après-midi, pour [illegible] les passagers du steamer *Fran*[illegible] droit de retour au ville à 7 heures [illegible] l'après-midi. Prix de la course 1[illegible].

TEMPÉRATURE.—13 juillet 1872. Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	[illegible]	[illegible]
12 M.	[illegible]	[illegible]
3 P. M.	[illegible]	[illegible]
6 P. M.	[illegible]	[illegible]

Revue des Journaux.

L'aspect sentimental de la question présidentielle, tel est le sujet que traite aujourd'hui le *Picayune*. Grate Brown est loin d'être d'accord avec Greeley sur la question du tarif, mais il l'accepte comme son chef sur le terrain du patriotisme et de l'honnêteté. Notre confrère voit dans cette concession qui va jusqu'à l'enthousiasme une profonde philosophie. Les candidatures de Greeley et Brown, si peu acceptables qu'elles aient paru d'abord à tant de gens qui ne pensent pas comme eux, n'en représentent pas moins l'impatience populaire à rejeter le cauchemar des anciennes questions, pour réaffirmer les principes fondamentaux de la liberté et pour conformer le gouvernement aux conditions morales de paix dans toute la république, sur le plan de l'égalité et de la fraternité des citoyens. Du moment où le sentiment se met de la partie, le mouvement parmi les masses promet de prendre les proportions d'un raz de marée qui balayera tout devant lui.

"Donner moi trois lignes de l'écriture d'un homme et je le ferai pendre," a dit un disciple de Machiavel. *Le Times* cite trois lignes d'un discours de Hendricks qui peuvent se résumer en trois mots "le passé est passé" et il torture ces trois lignes pour leur faire dire ce qui n'a jamais été dans la pensée d'Hendricks, à savoir que le parti démocrate est mort. Le *Times* décèle donc que la démocratie n'est plus qu'un cadavre et sur ce cadavre supposé il se livre à une danse macabre qui prouve l'asserture de ses raisonnements.

Assurément, le passé est passé et les événements ont marché. N'en avons-nous pas pour preuve le programme adopté en 1872 à Cincinnati par des républicains qui en 1868, eussent dénoncé comme une infâmie abhorrée les principes contenus dans ce programme. Que sont ces principes sinon ceux de la démocratie Jeffersonienne, et c'est quand des citoyens qui ont été, toute leur vie, les adversaires passionnés de la démocratie, acceptent un programme auquel les démocrates eux-mêmes ne changeas pas un mot, qu'on peut dire que la démocratie est morte et que les démocrates n'ont rien appris, que leurs oreilles sont sourdes et leurs cœurs pétrifiés.

Dans un autre article, le *Times* cherche en fait semblant de chercher un remède à la situation politique de notre Etat. Il n'en avait, suivant lui, qu'un seul, c'était l'abdication des démocrates et des réformistes et leur subordination à la petite clique qui a convoqué une convention pour le mois d'août. Le *Times* frémit mieux d'abandonner ce fatus mort-né qu'il appelle le parti républicain libéral de la Louisiane, et de rentrer dans le vrai courant populaire où il pourrait jouer un rôle actif et utile dans l'intérêt de la communauté.

Le *Republican* fait, entre 1872 et 1872, un parallèle fort à l'avantage de cette dernière année; nous n'analyserons pas cette série de sophismes. Le *Republican* offre comme preuves ses propres lisses. Nous y trouverons sa condamnation et celle de ses patrons. Ces lisses qui nous content huit cent mille piastres, contiennent en effet le compte-rendu complet des saturnales législatives des quatre dernières années, et le texte des lois qui ont bouleversé et ruiné notre Etat et porté la dette de dix millions à quarante et un millions.

Le *Republican* a vu le meeting de vendredi soir par un bout de la lorgnette et celui de mercredi par l'autre; celui qui grossit. Il se débat vainement contre ce qui est inévitable.

Le *National Republican* consacre la plus grande partie de ses articles à donner à Warmoth "les coups de poing de la fin." Il applaudit naturellement à la réputation dont le gouverneur a été l'objet dans le meeting de vendredi.

LE NOUVEAU CONSUL DE FRANCE.—Nous avons eu l'honneur de faire hier connaissance avec M. Bellaigue de Bughas, dont nous avons annoncé, il y a quelque temps, la nomination au poste de Consul de France à la Nouvelle-Orléans. Le nouveau consul est arrivé dans notre ville mercredi dernier, et il repart demain soir pour aller en France prendre d'un congé de quelques mois qui lui a été accordé. Il compte revenir occuper son poste au commencement de l'hiver. D'ici là, le consulat continuera à être géré par M. Fauconnet qui, nous l'espérons, recevra à la fin de cette longue gérance, sa nomination à un poste digne de ses services et de ses capacités administratives.

M. Bellaigue de Bughas, après avoir occupé, pendant trois ans, le poste de consul à Charleston, a rempli à New York une mission délicate et difficile, et il a laissé dans ces deux villes d'excellents souvenirs. Nous sommes donc convaincus que les intérêts français à la Nouvelle-Orléans auront en lui un digne et zélé représentant.

RAPPEL DES DROITS SUR LES TIMBRES.—Nos lecteurs apprendront sans doute avec intérêt, qu'à partir du 1er octobre prochain les timbres du Revenue Interne ne seront plus obligatoires sur les billets à ordre, les lettres de change, les actes de vente, les actes hypothécaires, les baux, les reçus, et en général sur tout document écrit, à l'exception des chèques sur les banques, des traites à vue et de tout ordre à émettre à différentes époques, le dit acte hypothécaire ne portant pas de timbres, les dits Bons et obligations à échéance après le 1er octobre 1872, ne seront sujets à aucun droit de timbre, ce droit n'étant dû que sur les Bons et obligations qui auront pu être émis avant la date susdite. Et, en outre, tout porteur d'un document écrit de quelque caractère que ce soit qui aura été émis sans être timbré ou qui portera un timbre périmé, pourra s'adresser à l'un des bureaux du revenu interne, et sur sa demande le collecteur apposera le timbre fourni par le dit porteur sur le dit document comme le requiert la loi, conformément aux dispositions de la section 158 des lois sur le revenu interne.

UNE DÉPÊCHE DE MONROE. — Pendant le meeting démocrate d'avant-hier, le président a reçu la dépêche suivante, que le défaut d'espace nous a empêché de publier dans notre compte-rendu :

Monroe, Lne, 12 juillet 1872.

Au président du meeting démocrate de réélection.

L'*Ouachita Telegraph* contient ce qui suit :

"Maintenant, le Suprême Conseil de la démocratie, composé des chefs du parti démocrate de chacun des Etats de l'Union, a nommé, à une unanimité complète, Greeley et Brown. Notre devoir envers le pays et envers nos frères exige que nous soutenions de tout notre pouvoir le ticket choisi. Nous nous inclinons, nous, devant la décision de la Convention de Baltimore et nous le fer drapeau de la démocratie qui flotte sur Wilson à veuve nous.

"Succès au ticket de fusion pour l'Etat."

G. W. McCRANIE.

☞ La débilité et le manque d'appétit causés par les grandes chaleurs cèdent promptement à l'usage des Amers de GUACO WANATA. La dose à prendre est d'un petit verre avant chaque repas. On en trouve dans les principaux cafés de la ville.

☞ On trouve-t-on un assortiment varié de sauces de toute espèce à la grande fabrique de Moutarde de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos 121 et 123.

☞ Bien que rien ne fasse présager la visite de ce terrible fléau qui a nom "fièvre jaune," nous rappelons aux personnes non acclimatées que les Amers de GUACO WANATA sont recommandés comme un préservatif contre cette dangereuse maladie.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 121 et 123.

L'Adresse du Parti Libéral.

Nous publions, dans nos colonnes d'annonce, une adresse émanant du comité central du parti libéral. Nous n'avons pas cru devoir refuser l'insertion de ce document que nous ne savons comment qualifier, car il nous a semblé qu'il était de nature à porter le dernier coup à la cause qu'il a pour objet apparent de servir. Relever une à une les assertions plus que téméraires qu'il contient, serait oiseux. On ne saurait voyager plus loin l'audace de l'invention ni les suprêmes de la fantasmagorie. Dire que les citoyens qui ne sont nous pour contribuer à l'affranchissement de la nation du joug radical et pour délivrer la Louisiane du joug tyrannique du grand chef du parti libéral ici, le gouverneur H. C. Warmoth, ne songent qu'à assurer le succès de Grant et de Kellogg, est plus que de l'extravagance, c'est une insulte à deux grands partis, celui de la démocratie et celui de la réforme. Quant aux milliers de démocrates qui auraient abandonné leur bannière pour passer sous celle de Warmoth, c'est une invention qui est due à l'imagination du rédacteur de l'Adresse. Insister serait faire injure au bon sens de nos lecteurs qui sauront traiter ce singulier document comme il mérite de l'être.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le compte-rendu du meeting démocrate a occupé tant de place dans notre précédent numéro, que nous nous sommes vus dans l'impossibilité de mettre, hier, sous les yeux des lecteurs de l'*Abeille*, le récit d'une tentative d'homicide qui a eu lieu, vendredi matin.

Le fait que nous allons rapporter révolte la conscience, tant il accuse de cynisme et d'instincts criminels. Les coupables sont de tout jeunes gens.

Le crime a été commis sans préméditation, mais dans des circonstances où, pour être inexplicable, il n'en est que plus probable que la démocratie est morte et que les démocrates n'ont rien appris, que leurs oreilles sont sourdes et leurs cœurs pétrifiés.

Dans un autre article, le *Times* cherche en fait semblant de chercher un remède à la situation politique de notre Etat. Il n'en avait, suivant lui, qu'un seul, c'était l'abdication des démocrates et des réformistes et leur subordination à la petite clique qui a convoqué une convention pour le mois d'août. Le *Times* frémit mieux d'abandonner ce fatus mort-né qu'il appelle le parti républicain libéral de la Louisiane, et de rentrer dans le vrai courant populaire où il pourrait jouer un rôle actif et utile dans l'intérêt de la communauté.

Le *Republican* fait, entre 1872 et 1872, un parallèle fort à l'avantage de cette dernière année; nous n'analyserons pas cette série de sophismes. Le *Republican* offre comme preuves ses propres lisses. Nous y trouverions sa condamnation et celle de ses patrons. Ces lisses qui nous content huit cent mille piastres, contiennent en effet le compte-rendu complet des saturnales législatives des quatre dernières années, et le texte des lois qui ont bouleversé et ruiné notre Etat et porté la dette de dix millions à quarante et un millions.

Le *Republican* a vu le meeting de vendredi soir par un bout de la lorgnette et celui de mercredi par l'autre; celui qui grossit. Il se débat vainement contre ce qui est inévitable.

Le *National Republican* consacre la plus grande partie de ses articles à donner à Warmoth "les coups de poing de la fin." Il applaudit naturellement à la réputation dont le gouverneur a été l'objet dans le meeting de vendredi.

LE NOUVEAU CONSUL DE FRANCE.—Nous avons eu l'honneur de faire hier connaissance avec M. Bellaigue de Bughas, dont nous avons annoncé, il y a quelque temps, la nomination au poste de Consul de France à la Nouvelle-Orléans. Le nouveau consul est arrivé dans notre ville mercredi dernier, et il repart demain soir pour aller en France prendre d'un congé de quelques mois qui lui a été accordé. Il compte revenir occuper son poste au commencement de l'hiver. D'ici là, le consulat continuera à être géré par M. Fauconnet qui, nous l'espérons, recevra à la fin de cette longue gérance, sa nomination à un poste digne de ses services et de ses capacités administratives.

M. Bellaigue de Bughas, après avoir occupé, pendant trois ans, le poste de consul à Charleston, a rempli à New York une mission délicate et difficile, et il a laissé dans ces deux villes d'excellents souvenirs. Nous sommes donc convaincus que les intérêts français à la Nouvelle-Orléans auront en lui un digne et zélé représentant.

RAPPEL DES DROITS SUR LES TIMBRES.—Nos lecteurs apprendront sans doute avec intérêt, qu'à partir du 1er octobre prochain les timbres du Revenue Interne ne seront plus obligatoires sur les billets à ordre, les lettres de change, les actes de vente, les actes hypothécaires, les baux, les reçus, et en général sur tout document écrit, à l'exception des chèques sur les banques, des traites à vue et de tout ordre à émettre à différentes époques, le dit acte hypothécaire ne portant pas de timbres, les dits Bons et obligations à échéance après le 1er octobre 1872, ne seront sujets à aucun droit de timbre, ce droit n'étant dû que sur les Bons et obligations qui auront pu être émis avant la date susdite. Et, en outre, tout porteur d'un document écrit de quelque caractère que ce soit qui aura été émis sans être timbré ou qui portera un timbre périmé, pourra s'adresser à l'un des bureaux du revenu interne, et sur sa demande le collecteur apposera le timbre fourni par le dit porteur sur le dit document comme le requiert la loi, conformément aux dispositions de la section 158 des lois sur le revenu interne.

UNE DÉPÊCHE DE MONROE. — Pendant le meeting démocrate d'avant-hier, le président a reçu la dépêche suivante, que le défaut d'espace nous a empêché de publier dans notre compte-rendu :

Monroe, Lne, 12 juillet 1872.

Au président du meeting démocrate de réélection.

L'*Ouachita Telegraph* contient ce qui suit :

"Maintenant, le Suprême Conseil de la démocratie, composé des chefs du parti démocrate de chacun des Etats de l'Union, a nommé, à une unanimité complète, Greeley et Brown. Notre devoir envers le pays et envers nos frères exige que nous soutenions de tout notre pouvoir le ticket choisi. Nous nous inclinons, nous, devant la décision de la Convention de Baltimore et nous le fer drapeau de la démocratie qui flotte sur Wilson à veuve nous.

"Succès au ticket de fusion pour l'Etat."

G. W. McCRANIE.

☞ La débilité et le manque d'appétit causés par les grandes chaleurs cèdent promptement à l'usage des Amers de GUACO WANATA. La dose à prendre est d'un petit verre avant chaque repas. On en trouve dans les principaux cafés de la ville.

☞ On trouve-t-on un assortiment varié de sauces de toute espèce à la grande fabrique de Moutarde de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos 121 et 123.

☞ Bien que rien ne fasse présager la visite de ce terrible fléau qui a nom "fièvre jaune," nous rappelons aux personnes non acclimatées que les Amers de GUACO WANATA sont recommandés comme un préservatif contre cette dangereuse maladie.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 121 et 123.

TEMPÉRATURE.—13 juillet 1872. Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	[illegible]	[illegible]
12 M.	[illegible]	[illegible]
3 P. M.	[illegible]	[illegible]
6 P. M.	[illegible]	[illegible]

DÉPÊCHES Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Question d'impôt à l'Assemblée de France.

Paris, 13—La proposition de Gasonde qui a donné lieu à une si vive discussion dans l'Assemblée hier, devait augmenter l'impôt sur les portes, sur les fenêtres et sur les meubles. Le sujet est revenu aujourd'hui et une partie de la proposition, augmentant la taxe sur les licences a été adoptée, mais l'autre partie concernant les portes et fenêtres a été rejetée.

Sauvage temps en Angleterre.

Londres, 13.—Les orages qui ont violé hier l'Angleterre ont endommagé gravement les récoltes dans toutes les contrées du centre et du sud. En nombre d'endroits les récoltes ont été détruites. Le tonnerre a tué plusieurs personnes.

Crédits de cavalerie.

Londres, 13.—L'*Echo* de ce soir publie une lettre parisienne qui aurait été écrite par une personne haute en autorité du Vatican et qui dit que le 1er novembre dernier, le Pape a accordé le chapeau de cardinal au très Rév. Henry Edward Manning, archevêque de Paris et au très Rév. John Spalding, encore depuis, qui était alors archevêque de Baltimore.

Proclamation contre les étrangers en Chine

Le steamer américain a apporté les nouvelles suivantes :

Shanghai, 13 juin—Une proclamation impudhaire avait été placardée à Hong Chow contre les étrangers. Sur la remontrance du consul des Etats-Unis, E. C. Lord, adressée aux autorités de Ningpo, la proclamation a été supprimée. On rapporte que le jugement rendu l'affaire de collision a été remettre à octobre Rode.

Prochain voyage de Mikado en France.

Yokahoma, 12, midi — Le Mikado part prochainement pour aller faire une tournée d'inspection dans plusieurs ports, et à son retour, il partira pour France par le canal de Suez.—Yachi, ex-officier du gouvernement à Jédda, est à Paris pour préparer la voie pour Sa Majesté.

Une demande de traité avec les Etats-Unis a été refusée pour le moment. Plusieurs puissances doivent être consultées préalablement.

Le chemin de fer à Sing-a-Wa, distance de 17 milles, qui a été mis en service et n'est pas mal vu des natifs.

Des troubles sérieux ont éclaté à Nijgata, où quelque 40,000 paysannes, de toutes les classes, ont été impliquées dans une tentative de restauration pour l'ex-tycoon. L'émeute a été supprimée après la perte de quelques centaines.

M. Watson, le nouveau chargé d'affaires de l'Angleterre, refuse de voir le Mikado, à moins qu'il ne lui soit permis de se tenir debout au lieu d'être accroupi. Cette immunité lui a'est été refusée, M. Watson attendra des instructions de son gouvernement. Terochima, ministre des affaires étrangères, ne sera pas reçu à Londres.

Le Général Sherman dégoûté de ses réponses en France.

New York, 13 juillet.—Un correspondant de Berlin écrit ici que le général Sherman est dégoûté de la réception qui lui a été faite en Allemagne, et exprime plus des sentiments des habitudes du pays en général. A un dîner donné par le ministre Bancroft, où se trouvait le général Von Moltke, on a pris fait et cause pour le général américain. Sa visite dans le prince Frédéric-Charles n'a pas produit d'impression. A Potsdam, on lui a refusé l'accès du palais de crainte que l'empereur s'y promenait avec des hôtes du sang royal.

WASHINGTON.

Grèves désastreuses.

Washington, 13 juillet—Ce qui nuit est publié dans le rapport du Trésor pour le mois de juin, le Trésor a payé hier, au colonel Jno. T. Pickett ci-devant de l'armée confédérée, $75,000 pour pouvoir les dépenses des archives rebelles contre des réclamants devant la commission des réclamations du Sud. Cette somme a été payée par ordre spécial du secrétaire Boutwell, sur la recommandation de MM. Aldigé Frères.

Observations Météorologiques.

Les probabilités annoncent un temps agréable à l'ouest de l'Alabama.

DIVERS.

New York, 13 juillet.—Le rapport du jury dans l'affaire Stokes sera probablement présenté ce soir.

Le sénateur Doolittle est parti ce matin pour aller à une assemblée démocratique à Raleigh, Caroline du Nord.

C'est Schurz qui fait faire des discours dans différentes villes de la Caroline du Nord avant le 1er août prochain.

Le sénateur Bayard part pour l'Europe aujourd'hui pour des raisons de santé. Dans une lettre datée du 11 juillet, il annonce son intention de soutenir la candidature de Greeley et de Brown.

La Convention nationale républicaine s'est réunie hier à 11 heures. Le rapport du comité d'organisation a été adopté. Le rapport du comité des résolutions a été ajourné jusqu'à ce soir. Le comité a été chargé de rédiger une adresse au peuple. Le comité exécutif suivant a été nommé par le président: Chas. G. Davis, du Massachusetts; J. P. Ladd, du Vermont; S. A. Pearce, de la Caroline du Sud; S. G. Burbridge, du Kentucky; R. C. Warmoth, de la Louisiane; M. C. Church, d'Ouest-Virginie; Geo. H. Anderson, du Missouri; J. M. Schyrlle, du New-Jersey.

J. Edwin Allen a été nommé président de ce comité et D. B. Godlie, de la Caroline du Nord et Jasper Johnson de l'Oregon, secrétaires.

Des résolutions ont été adoptées recommandant l'alliance des Républicains libéraux avec les démocrates pour la formation d'une liste de fusion d'Etat. Carl Schurz et Gratz Brown se trouvaient à l'assemblée. Le comité se rendra à Chappaqua demain.

Henry Wilson est allé rendre visite au Président à Long Branch.

On parle de porter Benjamin E. Church comme candidat pour le poste de gouverneur sur la liste de fusion de l'Etat. Le Sun met son nom en tête de ses colonnes. On dit que M. Greeley le préfère à Kappaqua.

Une lettre de Cuba au *Sun* accuse le général Ryan de jouer le jeu de l'insigne pendant l'insurrection de l'Espagne.

W. U. Sandage, Mississippi de couleur qui se prononce pour Greeley, a publié une circulaire, dans laquelle il offre de discuter avec tous les citoyens de couleur qui lui sont opposés, dans l'Etat de New-York ou ailleurs.

Long Branch, 13—Les sénateurs Morton et Wilson sont ici avec le général Grant. Le président ira demain à Washington. Le sénateur Wilson va ce soir dans la Caroline du Nord pour faire des discours au peuple de l'Etat.

Accident.

Memphis, 13—Johnny Murphy, âgé de 16 ans, a été tué hier soir dans le fleuve, en vant la rue Beale, par un watchman particulier nommé Stanley, qui a tiré sur le jeune homme. Stanley a comparu devant chalas, a acquitté tout soupçon de sang ait s'est enquiété. Une femme qui vi[illegible] a été arrêtée comme complice et accusée d'avoir tiré le coup de couteau à rendu un verdict d'assassinat prémédité.

San Francisco, 13 juillet — L'ex-gouverneur Stanley, de la Caroline du Nord, est mort aujourd'hui.

La Compagnie de chemin de fer de San Francisco et Colorado, qui doit se relier à la compagnie du chemin de fer du Pacifique par le Texas, a été acquisitionnée.

Un meurtre par des grévistes.

New York, 13—Une bande de grévistes a tué un charpentier qui était à son travail. Pas d'arrestation.

Retenue de danse de fou.

Alexandrie, Kentucky, 13—Une mousquetaire bien entre G. H. Butler, conseil des Etats-Unis, et M. Wallace, son secrétaire, l'un, d'une part, et les généraux Loring et Reynolds, de la Caroline du Nord, et officiers confédérés en service de Khédive, d'autre part. Des coups de feu ont été échangés, et Campbell a été blessé.

Cette affaire qui prend un caractère d'extrême gravité, a eu lieu à Alexandrie, Parigoie où le colonel Butler dit que les officiers de Khédive ont fait une attaque à l'improviste sur la ville. Les officiers ont nié avec indignation. Cette version a été confirmée par les autorités, qui soutiennent que Butler était l'agresseur.

Grand Incendie.

Detroit, Mich., 13 juillet.—Le feu a détruit hier soir 3 grands magasins, 3 hôtels et 3 autres bâtiments. Perte, $100,000. Plusieurs personnes ont été blessées.

La Vente des Bâtiments à Chappaqua.

Chappaqua, 13 juillet.—Un nouveau [illegible] démocratique à la ferme d'Horace Greeley aujourd'hui a été une affaire [illegible] Greeley a fait faire [illegible] M. Greeley a passé un meeting qui se composait d'environ [illegible] personnes. Il a dit que jusqu'à cette heure, le comité de la campagne, dans ses [illegible] n'a pas [illegible] de la [illegible] Chappaqua depuis [illegible] ne connaît pas [illegible] Il a dit que [illegible] pour [illegible] Wall a fait son [illegible] dépêché [illegible] dépara dans l'obscurité de la nuit.

SAUVETAGE.—L'officier de police Forrand s'est signalé hier, par un acte de courage qui lui fait grand honneur. Il a plongé dans le fleuve, au bas de la rue Mandeville, pour porter secours à un malheureux qui, dit-il, s'était accidentellement laissé tomber à l'eau, et est parvenu à le sauver.

INCENDIE.—Une maison de l'avenue Walker, non loin de la rue Marché, habitée par M. O. Washington, et des maisons voisines, dont l'une était occupée par M. Taylor, ont été détruits par le feu, hier, dans la matinée. Perte, $1,000. Assurances $1800 à la compagnie Caroline.

La malveillance semble ne pas être étrangère à ce sinistre.

DÉPÊCHES Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Question d'impôt à l'Assemblée de France.

Paris, 13—La proposition de Gasonde qui a donné lieu à une si vive discussion dans l'Assemblée hier, devait augmenter l'impôt sur les portes, sur les fenêtres et sur les meubles. Le sujet est revenu aujourd'hui et une partie de la proposition, augmentant la taxe sur les licences a été adoptée, mais l'autre partie concernant les portes et fenêtres a été rejetée.

Sauvage temps en Angleterre.

Londres, 13.—Les orages qui ont violé hier l'Angleterre ont endommagé gravement les récoltes dans toutes les contrées du centre et du sud. En nombre d'endroits les récoltes ont été détruites. Le tonnerre a tué plusieurs personnes.

Crédits de cavalerie.

Londres, 13.—L'*Echo* de ce soir publie une lettre parisienne qui aurait été écrite par une personne haute en autorité du Vatican et qui dit que le 1er novembre dernier, le Pape a accordé le chapeau de cardinal au très Rév. Henry Edward Manning, archevêque de Paris et au très Rév. John Spalding, encore depuis, qui était alors archevêque de Baltimore.

Proclamation contre les étrangers en Chine

Le steamer américain a apporté les nouvelles suivantes :

Shanghai, 13 juin—Une proclamation impudhaire avait été placardée à Hong Chow contre les étrangers. Sur la remontrance du consul des Etats-Unis, E. C. Lord, adressée aux autorités de Ningpo, la proclamation a été supprimée. On rapporte que le jugement rendu l'affaire de collision a été remettre à octobre Rode.

Prochain voyage de Mikado en France.

Yokahoma, 12, midi — Le Mikado part prochainement pour aller faire une tournée d'inspection dans plusieurs ports, et à son retour, il partira pour France par le canal de Suez.—Yachi, ex-officier du gouvernement à Jédda, est à Paris pour préparer la voie pour Sa Majesté.

Une demande de traité avec les Etats-Unis a été refusée pour le moment. Plusieurs puissances doivent être consultées préalablement.

Le chemin de fer à Sing-a-Wa, distance de 17 milles, qui a été mis en service et n'est pas mal vu des natifs.

Des troubles sérieux ont éclaté à Nijgata, où quelque 40,000 paysannes, de toutes les classes, ont été impliquées dans une tentative de restauration pour l'ex-tycoon. L'émeute a été supprimée après la perte de quelques centaines.

M. Watson, le nouveau chargé d'affaires de l'Angleterre, refuse de voir le Mikado, à moins qu'il ne lui soit permis de se tenir debout au lieu d'être accroupi. Cette immunité lui a'est été refusée, M. Watson attendra des instructions de son gouvernement. Terochima, ministre des affaires étrangères, ne sera pas reçu à Londres.

Le Général Sherman dégoûté de ses réponses en France.

New York, 13 juillet.—Un correspondant de Berlin écrit ici que le général Sherman est dégoûté de la réception qui lui a été faite en Allemagne, et exprime plus des sentiments des habitudes du pays en général. A un dîner donné par le ministre Bancroft, où se trouvait le général Von Moltke, on a pris fait et cause pour le général américain. Sa visite dans le prince Frédéric-Charles n'a pas produit d'impression. A Potsdam, on lui a refusé l'accès du palais de crainte que l'empereur s'y promenait avec des hôtes du sang royal.

WASHINGTON.

Grèves désastreuses.

Washington, 13 juillet—Ce qui suit est publié dans le rapport du Trésor pour le mois de juin, le Trésor a payé hier, au colonel Jno. T. Pickett ci-devant de l'armée confédérée, $75,000 pour pouvoir les dépenses des archives rebelles contre des réclamants devant la commission des réclamations du Sud. Cette somme a été payée par ordre spécial du secrétaire Boutwell, sur la recommandation de MM. Aldigé Frères.

Observations Météorologiques.

Les probabilités annoncent un temps agréable à l'ouest de l'Alabama.

DIVERS.

New York, 13 juillet.—Le rapport du jury dans l'affaire Stokes sera probablement présenté ce soir.

Le sénateur Doolittle est parti ce matin pour aller à une assemblée démocratique à Raleigh, Caroline du Nord.

C'est Schurz qui fait faire des discours dans différentes villes de la Caroline du Nord avant le 1er août prochain.

Le sénateur Bayard part pour l'Europe aujourd'hui pour des raisons de santé. Dans une lettre datée du 11 juillet, il annonce son intention de soutenir la candidature de Greeley et de Brown.

La Convention nationale républicaine s'est réunie hier à 11 heures. Le rapport du comité d'organisation a été adopté. Le rapport du comité des résolutions a été ajourné jusqu'à ce soir. Le comité a été chargé de rédiger une adresse au peuple. Le comité exécutif suivant a été nommé par le président: Chas. G. Davis, du Massachusetts; J. P. Ladd, du Vermont; S. A. Pearce, de la Caroline du Sud; S. G. Burbridge, du Kentucky; R. C. Warmoth, de la Louisiane; M. C. Church, d'Ouest-Virginie; Geo. H. Anderson, du Missouri; J. M. Schyrlle, du New-Jersey.

J. Edwin Allen a été nommé président de ce comité et D. B. Godlie, de la Caroline du Nord et Jasper Johnson de l'Oregon, secrétaires.

Des résolutions ont été adoptées recommandant l'alliance des Républicains libéraux avec les démocrates pour la formation d'une liste de fusion d'Etat. Carl Schurz et Gratz Brown se trouvaient à l'assemblée. Le comité se rendra à Chappaqua demain.

Henry Wilson est allé rendre visite au Président à Long Branch.

On parle de porter Benjamin E. Church comme candidat pour le poste de gouverneur sur la liste de fusion de l'Etat. Le *Sun* met son nom en tête de ses colonnes. On dit que M. Greeley le préfère à Kappaqua.

Une lettre de Cuba au *Sun* accuse le général Ryan de j